

RCS : TOULOUSE

Code greffe : 3102

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de TOULOUSE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2006 B 02265

Numéro SIREN : 491 191 599

Nom ou dénomination : HOMCO

Ce dépôt a été enregistré le 18/10/2022 sous le numéro de dépôt B2022/034419

Liasse 22 IS RN

Formulaire obligatoire (article 53 A
du code général des impôts).

①

BILAN — ACTIF

DGFIP N° 2050-SD 2022

Désignation de l'entreprise :		HOMCO												1 2																								
Adresse de l'entreprise		137 RUE GARANCE HIGH TECH BURO, BATIMENT B, INNOPOLE 31670 LABEGE												Durée de l'exercice précédent * 1 2																								
Numéro SIRET *		4 9 1 1 9 1 5 9 9 0 0 0 8 4												Néant ☐ *																								
														Exercice N clos le, 3 1 1 2 2 0 2 1																								
														Net 3																								
Capital souscrit non appelé (I)		AA																																				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	69 500										AC	69 500																								
	Frais de développement *	CX											CQ																									
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	27 184										AG	10 575 16 609																								
	Fonds commercial (1)	AH											AI																									
	Autres immobilisations incorporelles	AJ											AK																									
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL											AM																									
	Terrains	AN	3 500										AO	3 190 310																								
	Constructions	AP	57 089										AQ	22 231 34 858																								
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	619 280										AS	490 464 128 816																								
	Autres immobilisations corporelles	AT	4 975 256										AU	3 802 922 1 172 333																								
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Immobilisations en cours	AV											AW																									
	Avances et acomptes	AX											AY																									
	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS											CT																									
	Autres participations	CU											CV																									
	Créances rattachées à des participations	BB											BE																									
	Autres titres immobilisés	BD											BE																									
	Prêts	BF											BG																									
	Autres immobilisations financières *	BH	181 933										BI	181 933																								
	TOTAL (II)	BJ	5 933 742										BK	4 398 883 1 534 859																								
	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	9 983										BM	9 983																							
En cours de production de biens		BN											BO																									
En cours de production de services		BP											BQ																									
Produits intermédiaires et finis		BR											BS																									
Marchandises		BT											BU																									
Avances et acomptes versés sur commandes		BV											BW																									
Clients et comptes rattachés (3)*		BX	2 590										BY	2 590																								
Autres créances (3)		BZ	151 058										CA	4 383 146 674																								
Capital souscrit et appelé, non versé		CB											CC																									
DIVERS		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD	33 008										CE	33 008																							
	Disponibilités	CF	2 374 107										CG	2 374 107																								
	Charges constatées d'avance (3)*	CH	67 100										CI	67 100																								
	TOTAL (III)	CJ	2 637 846										CK	4 383 2 633 463																								
	Comptes de régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW																																			
		Prairies de remboursement des obligations (V)	CM																																			
		Écarts de conversion actif *	CN																																			
		TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	8 571 588										1A	4 403 266 4 168 322																							
	Renvois : (1) Dont droit au bail :												(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :		CP											(3) Part à plus d'un an :		CR										
	Clause de réserve de propriété : *												Stocks :												Créances :													

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

②

BILAN — PASSIF avant répartition

DGFIP N° 2051 SD 2022

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		Exercice N	
HOMCO		Néant ☐ *	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 8 000...)	DA	8 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB	
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence ☐ EK)	DC	
	Réserve légale (3)	DD	800
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE	
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours ☐ B1)	DF	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants * ☐ EJ)	DG	1 607 927
	Report à nouveau	DH	
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	(171 778)
	Subventions d'investissement	DJ	
	Provisions réglementées *	DK	
	TOTAL (I)	DL	1 444 949
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM	
	Avances conditionnées	DN	
	TOTAL (II)	DO	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	
	Provisions pour charges	DQ	
	TOTAL (III)	DR	
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS	
	Autres emprunts obligataires	DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	2 325 478
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs ☐ EI)	DV	73 657
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	150 010
	Dettes fiscales et sociales	DY	174 140
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	
	Autres dettes	EA	87
Compte régularisé	EB		
TOTAL (IV)	EC	2 723 373	
Ecart de conversion passif *	ED		
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	4 168 322	
REVENUS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	1B	
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Écart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	1C	
		1D	
		1E	
	(3) Dont réserve spéciale des plus values à long terme *	1F	
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	1G	871 474	
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	1H	45	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

③ COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

DGF4P N° 2052 SD 2022

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts).

Désignation de l'entreprise		HOMCO		Néant ☐ *			
		Exercice N					
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA		FB		FC	
	Production vendue	{ biens * services *	FD		FE	FF	
			FG	2 344 234	FH	2 344 234	
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	2 344 234	FK		FL	2 344 234
	Production stockée *					FM	
	Production immobilisée *					FN	
	Subventions d'exploitation					FO	846 803
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges * (9)					FP	163 968
	Autres produits (1) (11)					FQ	1 720
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	3 356 725
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS	5 934
	Variation de stock (marchandises)*					FT	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU	40 113
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV	19 876
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	1 770 219
	Impôts, taxes et versements assimilés *					FX	84 547
	Salaires et traitements *					FY	913 555
	Charges sociales (10)					FZ	188 473
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations	dotations aux amortissements *			GA	485 960
			dotations aux provisions			GB	
		Sur actif circulant : dotations aux provisions *			GC	4 383	
	Pour risques et charges : dotations aux provisions			GD			
	Autres charges (12)			GE	8 126		
	Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	3 521 186
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	(164 461)
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée *			(III)	GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré *			(IV)	GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)				GJ		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)				GL	2 360	
	Reprises sur provisions et transferts de charges				GM		
	Différences positives de change				GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				GO		
Total des produits financiers (V)					GP	2 360	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions *				GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)				GR	31 713	
	Différences négatives de change				GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				GT		
	Total des charges financières (VI)				GU	31 713	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	(29 354)
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	(193 815)

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

④

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

DGFIP N° 2053-SD 2022

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		HOMCO		Néant ☐ *		
				Exercice N		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			HA	14 405	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *			HB	9 167	
	Reprises sur provisions et transferts de charges			HC		
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)			HD	23 572	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)			HE	1 535	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *			HF		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)			HG		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)			HH	1 535	
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)				HI	22 037	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				HJ		
Impôts sur les bénéfices * (X)				HK		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)				HL	3 382 657	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)				HM	3 554 434	
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)				HN	(171 778)	
REVENUS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme			HO	
	(2)	Dont { produits de locations immobilières produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)			HY	
	(3)	Dont { Crédit bail mobilier * Crédit bail immobilier			HP	119 797
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)			HQ	
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées			IH	
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées			1J	
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)			1K	
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)			HX	
	(6ter)	Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)			RC	
	(9)	Dont transferts de charges			RD	
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) (Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG/CRDS) A5			A1	157 738
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)			A2	
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)			A3	
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 obligatoires A9			A4	4 214
	(13)	Dont cotisations facultatives Madelin A7 Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite A8				
	(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :			Exercice N	
	ECART PROV TAXE HANDICAP 2020			Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels	14 405
	VNC VEHICULE					9 167
	AMENDE				35	
	CONDAMNATION VILLE CASTRES				1 500	
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :			Exercice N		
			Charges antérieures	Produits antérieurs		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Annexes Légales

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total est de 4 168 322,00 E et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -171 777,93 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Crédit-bail mobilier
- Engagements financiers
- Dettes garanties par sûretés réelles

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10 ans
Constructions	de 10 à 20 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Impact de la pandémie due au coronavirus (COVID-19)

Conformément aux principes comptables applicables en France, la pandémie de COVID-19 est un événement postérieur au 31 décembre 2019 qui ne donne pas lieu à une modification du bilan et du compte de résultat clos au 31 décembre 2019. Ainsi tous les postes du bilan et du compte de résultat sont comptabilisés et évalués sans tenir de conséquences de cet événement.

Avec impact sur l'activité de l'entreprise, mais sans être en capacité de le chiffrer et sans remise en cause de la continuité

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire constituent un événement majeur.

L'entreprise constate que cette crise sanitaire a des impacts significatifs sur son activité.

A la date d'établissement de ses comptes, l'entreprise a constaté une nette baisse du chiffre d'affaires sur l'année 2021 à la suite des différentes mesures prises par le gouvernement afin d'endiguer la propagation du virus Covid-19.

Néanmoins, à la date de l'arrêté des comptes, la direction estime que la continuité de son exploitation n'est pas compromise au titre du prochain exercice du fait des mesures suivantes mises en place : n'est pas remise en cause compte tenu du plan de continuation de l'activité mis en place, en utilisant les mesures suivantes:

- Recours à l'activité partielle pour une partie du personnel,
- Obtention de fonds de solidarité Covid 846 KE,
- Mise en Suvre de mesures juridiques en adéquation avec la situation économique.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le P.C.G. 2014 homologué par arrêté du 8 septembre 2014
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement	69 500		
Autres immobilisations incorporelles	10 189		16 995
Terrains	3 500		
Constructions sur sol propre	2 664		
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions	53 925		500
Installations techniques, matériel et outillages industriels	613 423		5 857
Autres installations, agencements, aménagements	4 699 236		37 507
Matériel de transport	14 577		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	231 845		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	5 619 169		43 864
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	249		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	181 872		61
TOTAL	182 121		61
TOTAL GENERAL	5 880 979		60 920

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement			69 500	69 500
Autres immobilisations incorporelles			27 184	27 184
Terrains			3 500	3 500
Constructions sur sol propre			2 664	2 664
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions			54 425	54 425
Installations techniques, matériel et outillages industriels			619 280	619 280
Autres installations, agencements, aménagements			4 736 742	4 736 742
Matériel de transport		7 907	6 669	6 669
Matériel de bureau, informatique, mobilier			231 845	231 845
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		7 907	5 655 125	5 655 125
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations		249		
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			181 933	181 933
TOTAL		249	181 933	181 933
TOTAL GENERAL		8 156	5 933 742	5 933 742

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche	69 500			69 500
Autres immobilisations incorporelles	10 189	386		10 575
Terrains	2 840	350		3 190
Constructions sur sol propre	1 776	266		2 042
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions	13 899	6 289		20 189
Installations techniques, matériel et outillages industriels	435 038	55 426		490 464
Installations générales, agencements divers	2 860 155	352 327		3 212 483
Matériel de transport	334 975	54 177	7 907	381 244
Matériel de bureau, informatique, mobilier	192 458	16 737		209 195
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	3 841 141	485 573	7 907	4 318 807
TOTAL GENERAL	3 920 830	485 960	7 907	4 398 883

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	386				
Terrains	350				
Constructions sur sol propre	266				
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions	6 289				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	55 426				
Installations générales, agencements divers	352 327				
Matériel de transport	54 177				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	16 737				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	485 573				
TOTAL GENERAL	485 960				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions				
TOTAL Provisions				
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations				
	6 230	4 383	6 230	4 383
TOTAL Dépréciations	6 230	4 383	6 230	4 383
TOTAL GENERAL	6 230	4 383	6 230	4 383
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles		4 383	6 230	

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	181 933		181 933
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	2 590	2 590	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A	33 323	33 323	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers	70 966	70 966	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	46 769	46 769	
Charges constatées d'avance	67 100	67 100	
TOTAL GENERAL	402 681	220 748	181 933
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	45	45		
- plus d'un an	2 325 433	473 535	1 386 232	465 667
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	150 010	150 010		
Personnel et comptes rattachés	70 164	70 164		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	56 192	56 192		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	41 253	41 253		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	6 531	6 531		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	73 657	73 657		
Autres dettes	87	87		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	2 723 373	871 474	1 386 232	465 667
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	335 965			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	2 590
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	10 853
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	649
TOTAL	14 092

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 242
Emprunts et dettes financières divers	1 816
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	98 372
Dettes fiscales et sociales	41 513
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	
TOTAL	143 942

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	67 100	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	67 100	

Commentaires :

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont les effets sont reportés sur l'exercice suivant.

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	400	20,00
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	400	20,00

Commentaires :

Le capital social n'a fait l'objet d'aucun mouvement au cours de l'exercice écoulé.

Crédit-bail mobilier

	Installations Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine	799 640	52 761	852 401
Amortissements :			
- Cumuls exercices antérieurs	402 031	3 573	405 604
- Dotations de l'exercice	160 235	8 667	168 902
TOTAL	237 374	40 521	277 895
Redevances payées :			
- Cumuls exercices antérieurs	502 117	3 686	505 803
- Exercice	149 178	3 971	153 149
TOTAL	651 295	7 657	658 952
Redevances restant à payer :			
- à un an au plus	143 279	10 133	153 412
- à plus d'un an et cinq au plus	128 296	4 120	132 416
- à plus de cinq ans			
TOTAL	271 576	14 252	285 828
Valeur résiduelle :			
- à moins d'un an			
- à un an au plus			
- à plus d'un an et cinq au plus			
- à plus de cinq ans			
TOTAL			
Montant pris en charge dans l'exercice			

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Intérêts restant à payer sur emprunt en cours	63 610
Redevances de crédit bail	353 363
TOTAL	416 973
Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Avals, cautions et garanties	
Autres engagements reçus :	
TOTAL	
Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 323 237
Emprunts et dettes financières divers :	
TOTAL	2 323 237

HOMCO
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
AU CAPITAL DE 8 000 EUROS
SIEGE SOCIAL : 137, RUE GARANCE,
HICH TECH BURO – BATIMENT B - INNOPOLE
31670 LABEGE
RCS 491 191 599 TOULOUSE

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

EXTRAIT DU
PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DES ASSOCIES

DU 14 JUIN 2022

A 11 h 30

AFFECTATION DU RESULTAT

.../...

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve la perte nette comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2021 qui s'élève à – **171 777,93 euros** et décide d'affecter comme suit :

Origine :

Perte de l'exercice..... - 171 777,93 euros

Affectation :

Imputation sur le compte « autres réserves »..... - 171 777,93 euros

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale prend acte des dividendes distribués au titres des trois derniers exercices clos :

Exercice	Dividendes éligibles à l'abattement de 40%	Dividendes non éligibles à l'abattement de 40%	Total distribué
Clos le 31/12/2020	0 €	304 000 €	304 000 € (*)
Clos le 31/12/2019	0 €	50 000 €	50 000 €
Clos le 31/12/2018	0 €	400 000 €	400 000 €

(*) Dont distribution exceptionnelle de réserves d'un montant de 200 000 €.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

.../...

Certifié conforme

Le Gérant
Hellen CITERA





Audit – Bureau de Toulouse
10 Place Alfonse Jourdain

31000 Toulouse

T : +33 (0)5 61 07 01 76

www.bakertilly.fr

HOMCO

Société à responsabilité limitée au capital de 8 000 €
Siège social : 137 Rue Garance, 31 670 LABEGE

RCS 491 191 599 TOULOUSE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2021

HOMCO

Société à responsabilité limitée au capital de 8 000 euros
Siège social : 137 Rue Garance, 31 670 LABEGE
RCS 491 191 599 TOULOUSE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2021

À l'Assemblée Générale de la SARL HOMCO,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société HOMCO relatifs à l'exercice clos le 31/12/2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail

DEDIA Audit SAS est une filiale de la société Baker Tilly STREGO membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd, dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 10 Place Alfonse Jourdain – 31 000 TOULOUSE – Société inscrite à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Toulouse
SAS au capital de 144 004 euros – RCS Toulouse 489 488 379

à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Gérant et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Gérant.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces

DEDIA Audit SAS est une filiale de la société Baker Tilly STREGO membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd, dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 10 Place Alfonse Jourdain – 31 000 TOULOUSE – Société inscrite à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Toulouse
SAS au capital de 144 004 euros – RCS Toulouse 489 488 379

informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Toulouse, le 30 mai 2022

Le Commissaire aux Comptes
DEDIA AUDIT



Jean-Marc BINSON

DEDIA Audit SAS est une filiale de la société Baker Tilly STREGO membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd, dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 10 Place Alfonse Jourdain – 31 000 TOULOUSE – Société inscrite à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Toulouse
SAS au capital de 144 004 euros – RCS Toulouse 489 488 379

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement	69 500	69 500			
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	27 184	10 575	16 609		16 609
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains	3 500	3 190	310	660	- 350
Constructions	57 089	22 231	34 858	40 914	- 6 056
Installations techniques, matériel et outillage industriels	619 280	490 464	128 816	178 385	- 49 569
Autres immobilisations corporelles	4 975 256	3 802 922	1 172 333	1 558 068	- 385 735
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations				249	- 249
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	181 933		181 933	181 872	61
TOTAL (I)	5 933 742	4 398 883	1 534 859	1 960 149	- 425 290
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements	9 983		9 983	29 859	- 19 876
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés	2 590		2 590	4 797	- 2 207
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs	41 509		41 509	55 979	- 14 470
. Personnel					
. Organismes sociaux				29 509	- 29 509
. Etat, impôts sur les bénéfices				197 130	- 197 130
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	33 323		33 323	44 119	- 10 796
. Autres	76 226	4 383	71 843	212 592	- 140 749
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement	33 008		33 008	33 008	
Disponibilités	2 374 107		2 374 107	2 216 845	157 262
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Charges constatées d'avance	67 100		67 100	86 097	- 18 997
TOTAL (II)	2 637 846	4 383	2 633 463	2 909 936	- 276 473
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion et différences d'évaluation actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	8 571 588	4 403 266	4 168 322	4 870 085	- 701 763

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 8 000)	8 000	8 000	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...			
Ecart de réévaluation			
Réserve légale	800	800	
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves	1 607 927	1 807 561	- 199 634
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice	-171 778	104 366	- 276 144
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	1 444 949	1 920 727	- 475 778
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL (III)			
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	2 325 433	2 671 014	- 345 581
. Découverts, concours bancaires	45	565	- 520
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers			
. Associés	73 657	71 608	2 049
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	150 010	124 609	25 401
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	70 164	35 620	34 544
. Organismes sociaux	56 192	32 392	23 800
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	41 253	5 720	35 533
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	6 531	7 779	- 1 248
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	87	51	36
Instruments financiers à terme			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	2 723 373	2 949 358	- 225 985
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif (V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	4 168 322	4 870 085	- 701 763

Compte de résultat

Présenté en Euros

Présenté en Euros						
	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services	2 344 234		2 344 234	3 336 040	- 991 806	-29,73
Chiffres d'affaires Nets	2 344 234		2 344 234	3 336 040	- 991 806	-29,73
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation			846 803	111 308	735 495	660,77
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			163 968	162 373	1 595	0,98
Autres produits			1 720	519	1 201	231,41
Total des produits d'exploitation (I)			3 356 725	3 610 240	- 253 515	-7,02
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			5 934	8 425	- 2 491	-29,57
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements			40 113	34 879	5 234	15,01
Variation de stock (matières premières et autres approv.)			19 876	-2 790	22 666	812,40
Autres achats et charges externes			1 770 219	1 672 736	97 483	5,83
Impôts, taxes et versements assimilés			84 547	89 145	- 4 598	-5,16
Salaires et traitements			913 555	947 304	- 33 749	-3,56
Charges sociales			188 473	190 478	- 2 005	-1,05
Dotations aux amortissements sur immobilisations			485 960	523 403	- 37 443	-7,15
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant			4 383	6 230	- 1 847	-29,65
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Autres charges			8 126	4 336	3 790	87,41
Total des charges d'exploitation (II)			3 521 186	3 474 147	47 039	1,35
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			-164 461	136 093	- 300 554	-220,84
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés			2 360	2 520	- 160	-6,35
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)			2 360	2 520	- 160	-6,35
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilées			31 713	22 169	9 544	43,05
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)			31 713	22 169	9 544	43,05
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-29 354	-19 649	- 9 705	49,39
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			-193 815	116 445	- 310 260	-266,44

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	14 405	97 653	- 83 248	-85,25
Produits exceptionnels sur opérations en capital	9 167	15 000	- 5 833	-38,89
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)	23 572	112 653	- 89 081	-79,08
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 535	126 370	- 124 835	-98,79
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		731	- 731	-100
Total des charges exceptionnelles (VIII)	1 535	127 101	- 125 566	-98,79
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	22 037	-14 448	36 485	252,53
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)		-2 370	2 370	-100
Total des Produits (I+III+V+VII)	3 382 657	3 725 413	- 342 756	-9,20
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	3 554 434	3 621 047	- 66 613	-1,84
RESULTAT NET	-171 778	104 366	- 276 144	-264,59
Dont Crédit-bail mobilier	119 797	54 951	64 846	118,01
Dont Crédit-bail immobilier				

Annexes Légales

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total est de 4 168 322,00 E et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -171 777,93 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Crédit-bail mobilier
- Engagements financiers
- Dettes garanties par sûretés réelles

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10 ans
Constructions	de 10 à 20 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Impact de la pandémie due au coronavirus (COVID-19)

Conformément aux principes comptables applicables en France, la pandémie de COVID-19 est un événement postérieur au 31 décembre 2019 qui ne donne pas lieu à une modification du bilan et du compte de résultat clos au 31 décembre 2019. Ainsi tous les postes du bilan et du compte de résultat sont comptabilisés et évalués sans tenir de conséquences de cet événement.

Avec impact sur l'activité de l'entreprise, mais sans être en capacité de le chiffrer et sans remise en cause de la continuité

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire constituent un événement majeur.

L'entreprise constate que cette crise sanitaire a des impacts significatifs sur son activité.

A la date d'établissement de ses comptes, l'entreprise a constaté une nette baisse du chiffre d'affaires sur l'année 2021 à la suite des différentes mesures prises par le gouvernement afin d'endiguer la propagation du virus Covid-19.

Néanmoins, à la date de l'arrêté des comptes, la direction estime que la continuité de son exploitation n'est pas compromise au titre du prochain exercice du fait des mesures suivantes mises en place : n'est pas remise en cause compte tenu du plan de continuation de l'activité mis en place, en utilisant les mesures suivantes:

- Recours à l'activité partielle pour une partie du personnel,
- Obtention de fonds de solidarité Covid 846 KE,
- Mise en Suvre de mesures juridiques en adéquation avec la situation économique.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le P.C.G. 2014 homologué par arrêté du 8 septembre 2014
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement	69 500		
Autres immobilisations incorporelles	10 189		16 995
Terrains	3 500		
Constructions sur sol propre	2 664		
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions	53 925		500
Installations techniques, matériel et outillages industriels	613 423		5 857
Autres installations, agencements, aménagements	4 699 236		37 507
Matériel de transport	14 577		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	231 845		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	5 619 169		43 864
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	249		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	181 872		61
TOTAL	182 121		61
TOTAL GENERAL	5 880 979		60 920

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement			69 500	69 500
Autres immobilisations incorporelles			27 184	27 184
Terrains			3 500	3 500
Constructions sur sol propre			2 664	2 664
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions			54 425	54 425
Installations techniques, matériel et outillages industriels			619 280	619 280
Autres installations, agencements, aménagements			4 736 742	4 736 742
Matériel de transport		7 907	6 669	6 669
Matériel de bureau, informatique, mobilier			231 845	231 845
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		7 907	5 655 125	5 655 125
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations		249		
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			181 933	181 933
TOTAL		249	181 933	181 933
TOTAL GENERAL		8 156	5 933 742	5 933 742

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche	69 500			69 500
Autres immobilisations incorporelles	10 189	386		10 575
Terrains	2 840	350		3 190
Constructions sur sol propre	1 776	266		2 042
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions	13 899	6 289		20 189
Installations techniques, matériel et outillages industriels	435 038	55 426		490 464
Installations générales, agencements divers	2 860 155	352 327		3 212 483
Matériel de transport	334 975	54 177	7 907	381 244
Matériel de bureau, informatique, mobilier	192 458	16 737		209 195
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	3 841 141	485 573	7 907	4 318 807
TOTAL GENERAL	3 920 830	485 960	7 907	4 398 883

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	386				
Terrains	350				
Constructions sur sol propre	266				
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions	6 289				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	55 426				
Installations générales, agencements divers	352 327				
Matériel de transport	54 177				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	16 737				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	485 573				
TOTAL GENERAL	485 960				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions				
TOTAL Provisions				
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations	6 230	4 383	6 230	4 383
TOTAL Dépréciations	6 230	4 383	6 230	4 383
TOTAL GENERAL	6 230	4 383	6 230	4 383
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles		4 383	6 230	

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	181 933		181 933
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	2 590	2 590	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A	33 323	33 323	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers	70 966	70 966	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	46 769	46 769	
Charges constatées d'avance	67 100	67 100	
TOTAL GENERAL	402 681	220 748	181 933
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	45	45		
- plus d'un an	2 325 433	473 535	1 386 232	465 667
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	150 010	150 010		
Personnel et comptes rattachés	70 164	70 164		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	56 192	56 192		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	41 253	41 253		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	6 531	6 531		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	73 657	73 657		
Autres dettes	87	87		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	2 723 373	871 474	1 386 232	465 667
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	335 965			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	2 590
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	10 853
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	649
TOTAL	14 092

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 242
Emprunts et dettes financières divers	1 816
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	98 372
Dettes fiscales et sociales	41 513
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	
TOTAL	143 942

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	67 100	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	67 100	

Commentaires :

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont les effets sont reportés sur l'exercice suivant.

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	400	20,00
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	400	20,00

Commentaires :

Le capital social n'a fait l'objet d'aucun mouvement au cours de l'exercice écoulé.

Crédit-bail mobilier

	Installations Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine	799 640	52 761	852 401
Amortissements :			
- Cumuls exercices antérieurs	402 031	3 573	405 604
- Dotations de l'exercice	160 235	8 667	168 902
TOTAL	237 374	40 521	277 895
Redevances payées :			
- Cumuls exercices antérieurs	502 117	3 686	505 803
- Exercice	149 178	3 971	153 149
TOTAL	651 295	7 657	658 952
Redevances restant à payer :			
- à un an au plus	143 279	10 133	153 412
- à plus d'un an et cinq au plus	128 296	4 120	132 416
- à plus de cinq ans			
TOTAL	271 576	14 252	285 828
Valeur résiduelle :			
- à moins d'un an			
- à un an au plus			
- à plus d'un an et cinq au plus			
- à plus de cinq ans			
TOTAL			
Montant pris en charge dans l'exercice			

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Intérêts restant à payer sur emprunt en cours	63 610
Redevances de crédit bail	353 363
TOTAL	416 973
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Avals, cautions et garanties	
Autres engagements reçus :	
TOTAL	
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Dettes garanties par des sûretés réelles

[illegible]